



Filière Gestion Publique CAPL du jeudi 8 juillet

Déclaration liminaire

Le gouvernement a rendu public le projet de loi sur la réforme des retraites. C'est une réforme brutale pour un recul social sans précédent. Alors que parallèlement, les propositions concernant la mise à contribution des hauts revenus, des revenus du capital, des entreprises ne font qu'égratigner les dispositions en leur faveur, cela représente en effet 5 fois moins que les sacrifices imposés aux salariés.

La CGT continue de mettre tout en œuvre cet été pour amplifier le mouvement social et donne rendez-vous d'ores et déjà à l'ensemble des personnels à se réunir le mardi 13 juillet à la Préfecture entre 12h00 et 14h00.

La CAPL se tient dans un contexte des plus tendus concernant l'emploi.

Alors que vient de débiter à l'assemblée le débat sur le budget 2011, le mardi 6 juillet les fédérations des finances (CGT, SOLIDAIRES, CFDT, FO et UNSA) ont été reçues par les ministres. La politique générale du gouvernement a été confirmée : celle de baisser tous les crédits de 10% et de continuer en 2012 et 2013 les suppressions d'emplois au rythme d'au moins un non remplacement pour deux départs en retraite. Les ministres ont annoncé à nouveau 3400 suppressions d'emplois en 2011 (3127 au Budget et 273 à l'Economie) qui viennent s'ajouter aux milliers déjà perdus dans les ministères économiques et financiers.

Malgré le mouvement complémentaire, nous n'enregistrons que 15 arrivées dans le département. La situation des emplois pour la seule filière gestion publique est des plus catastrophiques. **Compte tenu des départs à la retraite jusqu'au 1^{er} avril 2011, sur la seule catégorie C, il manque près de 50 emplois par rapport à l'ORE.** C'est sans compter les créations d'emplois nécessaires à l'accomplissement de l'ensemble des missions.

Des premières notes de service sont établies sur la loi sur la mobilité (note de service n° 10-024-M9 du 7 juin 2010), rappelant la possibilité du recours à l'intérim dans certains cas. Est-ce à dire que le DGFIP va avoir recours à de tels emplois pour combler le déficit ?

La volonté du gouvernement de casser du fonctionnaire est confirmée par ces seuls chiffres. Et ce ne sont pas les propos tenus par le conseiller spécial de l'Elysée, M Henri GUAINO, lors des Rencontres de la Modernisation de l'Etat qui vont rassurer : « Moins il y aura de guichets, moins il y aura de procédures, moins il y aura de quantités énormes de bureaucratie et de bureaucrates ». Car là est bien l'épineux problème : comment pérenniser les services publics de proximité avec toujours moins d'emplois chaque année ?

La commune de Villefranche-de-Lauragais fait la une depuis plusieurs jours de la Dépêche du Midi. Les services publics s'en vont les uns après les autres : perte du tribunal d'instance, menace sur la Poste, la CPAM, la DDT. C'est tout le service public en milieu rural qui est menacé. Récemment vous avez répondu au Président du Conseil Général, Monsieur Pierre IZARD concernant le vœu sur la trésorerie de Gourdan-Montréjau : « En effet, je porte avec mes services la plus grande attention aux trésoreries du milieu rural, aux conditions de travail des agents, à l'amélioration des services rendus à l'ordonnateur [...] à pouvoir

systématiquement les emplois non couverts par le biais d'une équipe de renfort dévolue au Comminges ».

Pouvez-vous nous dire clairement votre politique d'ouverture des guichets des trésoreries de proximité, ouverture que vous prenez l'habitude d'amputer par demi-journée au motif fallacieux de rendre un meilleur service.

La gestion de l'équipe de renfort du Comminges fait grincer des dents nombre de collègues du département et pas uniquement ceux du Comminges. Depuis quelques temps une partie des personnels de cette équipe est systématiquement en poste sur Toulouse au détriment du périmètre géographique qui leur est dédié.

La gestion de la pénurie d'effectifs se fait au détriment d'un poste ou service pour un autre.
Quelles sont réellement vos priorités ?

La propre politique de notre Direction est aussi édifiante sur la question de l'emploi. Lors de notre CTPD de mardi dernier, vous vous êtes efforcé de vendre la création de nouvelles structures telles CHORUS avec un applicatif informatique qui ne marche pas, et des emplois dédiés en de ça de ce qu'il faudrait et qui plus est, des emplois non pourvus, voire rabotés par vous-même. De même, sur le service des pensions, vous nous annoncez d'ores et déjà que le déficit de - 4,2 agents ne sera pas comblé. Alors que le CRP de la Haute Garonne va absorber le CRP de Nice qui représente 180 000 pensions avec une affectation en emploi inférieure à ce que représente Nice, la mutation dès cette CAP faciliterait l'étalement dans le temps de la formation de ces agents.

Concernant les mutations au 1^{er} septembre, nous vous rappelons l'engagement pris lors de la dernière CAP d'affectation des personnels dans les SIP. En effet, ces personnels ne doivent pas être pénalisés dans leur demande de mutation locale pour convenance personnelle. Nous y serons particulièrement vigilants.

Encore une fois, nous dénonçons les conditions de préparation de ces CAPL. Suite à notre demande, et lors du CTPD du mardi 6 juillet, vous vous étiez engagé à transmettre les affectations des personnels nommés sur la liste d'aptitude de C en B. En effet comment préparer dans de bonnes conditions ne connaissant pas les affectations des 26 promus ? Comment connaître les postes vacants ?

Enfin, nous serons attentifs au traitement équitable de ces affectations.

A l'issue de cette CAP, la CGT exige des engagements clairs en matière d'emploi, y compris au niveau de l'emploi des équipes de renfort. Des créations doivent intervenir sans délai pour permettre des conditions normales d'exercice des missions.

COMPTE RENDU DE LA CAP DU 08/07/2010

En réponse à notre déclaration liminaire, M Le Floch s'est étendu longuement sur **la politique d'emplois de l'équipe de renfort dédié au Comminges**. Selon lui, il y a une légère inflexion à ce que les personnels n'aillent pas en renfort dans les trésoreries du Comminges. Il a demandé à ce qu'un réel bilan soit établi en nombre de jours non dédiés.

La Direction gère l'équipe de renfort selon ses priorités du moment : CHU (passage à Hélios), Paierie Départementale (Création du SMDEA), L'Union, la RFTM, ...

La CGT a exigé une véritable transparence sur l'emploi de l'équipe de renfort, notamment sur les demandes d'affectation. Le rôle de l'équipe ne doit pas être dénaturé, elle est de plus en plus employée pour suppléer aux suppressions d'emplois et essayer d'atténuer le manque de réactivité de notre administration aux évolutions des collectivités territoriales (comme par exemple Syndicat Mixte Départemental Eau et Assainissement, Communauté Urbaine Grand Toulouse).

Sous-effectifs :

	Gestion Publique	
	C	B
Postes comptables (emplois / ORE CAPL 06072010)	-6,5	-0,4
TG (emplois / ORE CAPL 06072010)	-11,9	-3,7
Sous-effectifs avant le mouvement du 1^{er} septembre 2010	-18,4	-4,1
Arrivées au 1 ^{er} septembre 2010	6	9
Liste d'aptitude C en B au 31 août 2010	-26	26
Sous-effectifs après la CAPL du 08 juillet 2010	-38,4	30,9
Retraites (01/04/2011)(date du prochain mouvement national)	-8	-24
Sous-effectifs au 31 mars 2011	-46,4	6,9
	Total : - 39,5	

La CGT dénombre pas moins de 40 emplois qui vont manquer rapidement au 1^{er} avril 2011 avec les départs à la retraite programmés. François BAROIN vient de réaffirmer la politique du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, il veut même que notre Direction aille plus loin avec le non remplacement de deux départs sur trois. Après l'intégration du mouvement du 1^{er} septembre, il y a environ 40 emplois manquants de catégorie C pour la seule gestion publique. Si on ajoute les 35 emplois manquants sur cette même catégorie pour la filière fiscale, **c'est un total de plus de 90 emplois de catégorie C non pourvus au 31 mars 2011 pour notre département.** Le manque croissant de personnels de catégorie C relance la question des doctrines d'emplois en B et C. Nous assistons à une accentuation de la banalisation des tâches entre ces deux catégories, banalisation due : aux suppressions d'emplois, aux missions exercées sous la seule coupe du diktat des indicateurs, ...

Pour la Direction, il n'y pas de vacances d'emplois dans le département : la Centrale comptabilise toutes les mutations en Haute-Garonne, y compris les 10 refus. Notre Direction va même juste qu'à se réjouir d'un léger sureffectif.



CTPD du 06 juillet 2010

A l'appel de la CGT Finances Publiques 31, une quarantaine de collègues, rassemblés Rue des lois, ont décidé d'envahir le CTPD pour dénoncer les suppressions d'emplois, la dégradation accrue des conditions de travail. La Direction n'a pas apprécié cette intervention mais a du écouter les revendications des personnels. La CGT continuera de porter les revendications des personnels avec eux.

CHORUS

La Direction a commencé par expliciter le calibrage des nouvelles structures que sont le SFACT (Service Facturier) et le CSP (Centre Service Partagé). La Direction considère que le ratio d'emplois affectés à ces structures est surévalué. De ce fait, au lieu des 24 emplois à pourvoir, la Direction ne va se contenter que de 16 emplois (alors qu'il y avait 19 candidatures sur les deux filières).

Encore une fois on lance une nouvelle structure en envoyant les personnels dans le mur, sans les emplois nécessaires, avec une application informatique qui ne marche pas.

Liste d'aptitude

La Direction a essayé de justifier sa politique d'affectation des 26 promus en catégorie B de la façon suivante : les personnels restent sur place s'ils sont proches du départ à la retraite, sont des « éléments clés dans leurs structures », ou bien s'il y a une certaine tension dans leur service liée aux effectifs, enfin au vue de la situation personnelle de l'agent.

La CGT a dénoncé une fois de plus la loterie à laquelle nous assistons depuis plus de deux ans sur l'affectation des listes d'aptitude. Les personnels apprécieront encore une fois le traitement inéquitable. Comment justifier d'une part que tous les personnels sont promus par liste aptitude pour leur compétence professionnelle, mais que d'autre part, pour leur nomination il y a une hiérarchie dans leur caractère « indispensable au service ».

Nous avons pris l'exemple de la trésorerie du Volvestre où la Direction ne remplace pas un agent nommé par liste d'aptitude. La Direction ne prend pas en compte l'évolution des missions avec notamment le GFU (Guichet Fiscal Unique). La fréquentation dans les postes comptables a fortement augmenté lors de la campagne IR. La CGT a demandé un bilan sur la première année de la mise en place du GFU, avec une comparaison sur les postes exerçant déjà les compétences croisées. La mission GFU se fait au détriment du recouvrement de l'impôt. Le nombre d'ATD a été divisé par deux sur la même période en moins de deux ans.

Tous les postes et services sont en difficulté, la Direction doit l'entendre.

Remise en cause du mouvement interne du 1^{er} janvier

La Direction nous a annoncé par inadvertance sa volonté de remettre en cause le mouvement interne au département du 1^{er} janvier. Selon elle, ce mouvement était justifié par l'ancienne nomination des personnels par liste d'aptitude au 31 décembre.

Encore une fois on assiste à un recul des acquis sociaux.

La CGT mettra tout en œuvre pour garder ce mouvement.

Vos représentants CGT à cette CAPL :

Catégorie B :

Laurent BONNET (05.34.26.52.21)

Boris BEAUDOIN (05.62.27.64.11)

Catégorie C :

Ghislaine REMY (05.61.26.57.14)

Béatrice SOULANE (05.61.26.57.48), experte pour la catégorie B

Experte sur les deux CAPL : Hélène VINCENS

Mouvement de mutation au 1^{er} septembre 2010

Catégorie B

Sur les 9 arrivées initiales, 3 agents ont refusé. Un mouvement complémentaire a été effectué le 30 juin 2010 affectant 6 agents, dont 4 ont à nouveau refusé. Une personne réintègre les services au 1^{er} septembre 2010.

Au total, il y a 9 arrivées :

M. HANCHE Laurent (75) : Liaison Rémunération
M. LIPNICK Patrice (06) : TTA-CAS
M. MOLIE Simon (34) : Liaison Rémunération
Mme PARRA Marie (25) : Pensions
Mme SIBINSKI Cyrielle (13) : Dépenses CFR
Mme VIEL Elisabeth (15) : Gestion des Comptes
M. BERNAUDEAU Alain (93) : SIP Toulouse Rangueil
Mlle BLOT Patricia (78) : Bagnères de Luchon
Mlle BLANCHARD Marylène (réintégration de la CRC de Montpellier) : CHS Marchant

2 départs :

Mme LEFFE Catherine (Paierie Départementale) : Haute-Vienne (87)
Mme BORDES Corinne (Saint Béat) réintègre la filière fiscale à Saint-Gaudens.

Mutations internes au département :

Mme MENEGON Sylvie (budget achat) : l'Union au 1^{er} janvier 2011.
M. ANTONY Xavier (Toulouse Cité) : Bagnères de Luchon
Mme VANDERNOOT Gisèle (Basso Cambo) : SIP de Colomiers
Mme BOURRON Michèle (Toulouse Rangueil) : Muret
Mme DESPOUYS Corinne (Toulouse Rangueil) : Muret
Mme BENOIT Annie (Logistique) : Ressources Humaines
Mme BONARD Nicole (Comptabilité) : GPP Domaines
M. AUTHA Jean Louis (PIAA) : Logistique Budget
M. COGEZ Francis (Paierie Départementale) : PIAA
Mme FAGNONI Martine (Toulouse Rangueil) : ERR CPS
Mme SECCHI Véronique (Dépenses) : Pensions

Affectations CHORUS (plus deux listes d'aptitude de C en B)

Mme IGLESIAS Christiane (budget) : CSP Chorus
Mme GAULT Anne (Muret) : CSP Chorus
M. THURIES Dominique (Dépenses) suit sa mission au Service Facturier Chorus
Mme PEYRE Jackie (Dépenses) suit sa mission au Service Facturier Chorus

Catégorie C

Sur les 9 arrivées, 3 agents ont refusé.

Au total, il y a 6 arrivées :

M. BEAUPATRE Jean Eric (75) : SIP Balma
M. EYCHENNE Pascal (06) : SIP Toulouse Sud Est
M. HARAMBURU José (06) : CHS Marchant
M. KLAJMANN David (77) : CHS Marchant
M. PUJOL Jean Pierre (35) : TTA-CAS
M. VEBER Pierre Charles (13) : SIP Toulouse Rangueil

Lors de cette CAP nous apprenons l'arrivée de la Réunion d'un adjoint technique, M MAURY Philippe, il sera affecté à la Gestion Cité. **Depuis plusieurs mois, la CGT revendique la clarté sur les emplois de la Gestion de la Cité Administrative et agit pour que les vacances d'emplois soient comblées.**

5 départs :

M. MOLINIER Franck (TTA-CAS) : (69)
Mme ROQUES Stéphanie (CDC) : (46)
Mme DELAIS Corinne (Muret) : (81)
Mme JANOT Mauricette (Balma) : (34)
Mme LIEPA Marie-Claude (Bagnères-de-Luchon) : (40)

Mutations internes au département :

Mme NADAUD (CHU) : Colomiers
M. GAUTHIER Louis Philippe (Comptabilité) : Cazères
M. CASTILLO Christophe (CHS Marchant) : Muret
M. DOUX Alexandre (Bagnères de Luchon) : SIP Balma
Mme ALEGRE Huguette (Liaison Rémunérations) : Produits Divers
Mme BOUSQUET Nicole (Produits Divers) : accueil TG
M. QUEMADES Philippe (Comptabilité) : délégation des Services Sociaux
Mme Le Gad Frédérique (Marchant) est détachée au MIPIH, Mlle DE MIRANDA Karine est recrutée en tant que travailleur handicapé et est affectée au Service du Budget

Affectations CHORUS

Mme LABATUT Marie-Françoise (Dépense) suit sa mission au Service Facturier Chorus
M. TERRANCLE David (Dépense) suit sa mission au Service Facturier Chorus

Affectation des agents nommés au grade de contrôleur par liste d'aptitude **(Avec effet au 1^{er} septembre 2010)**

- 1 Mme BASTIEN Brigitte (Service RH) : Service RH
- 2 Mme SOUS Dominique (Castanet) : Castanet
- 3 Mme ESLAN Monique (L'Union) : Paierie Départementale
- 4 Mme DESPLATS Chantal (Blagnac) : Blagnac
- 5 Mme DELAPORTE Monique (TTA-CAS) : TTA CAS
- 6 Mme DEMOL Christine (Volvestre) : Saint Lys
- 7 Mme LEGUEVAQUE Martine (Colomiers) : Paierie Départementale
- 8 M. JACQUES Jean Michel (TG Pensions) : Fonds Structurels Européens
- 9 Mme DUMANCHE Geneviève (Service RH) : Service RH
- 10 Mme CASSET Régine (Dépense-CFR) : Chorus
- 11 Mme DETRE Assia (Logistique) : Chorus
- 12 Mme LEFEBVRE Marie France (Toulouse Ranguel) : Toulouse Ranguel
- 13 Mme MATHIEU Danielle (RFTM) : RFTM
- 14 Mme TREMOULET Elisabeth (Paierie Départementale) : Paierie Départementale
- 15 Mme ESCAICH Claudette (CHU) : CHU
- 16 Mme BELLUIRE Françoise (SIP Balma) : SIP Balma
- 17 Mme REY Marie Christine (Saint Gaudens) : Saint Béal
- 18 Mme MALTERE Martine (Saint Lys) : TG Compta
- 19 M. CHALANGEAS Didier (DIT) : DIT
- 20 Mme DELCUIROU Danielle (POLRE) : Recouvrement Gestion
- 21 Mme AZALBERT Ghislaine (PIAA) : PIAA
- 22 Mme BIDARD Aline (Régies) : TG Compta
- 23 Mme MOISON Chantal (TG Compta) : TG Compta
- 24 M. FAURE Gérard (Cellule Immobilière) : Cellule Immobilière
- 25 M. VERON Christian (CHS Marchant) : TG Compta
- 26 Mme POURCET Nadine (SIP Colomiers) : Basso Cambo.